



## La prospective, un outil majeur pour appréhender le développement durable

Philippe Destatte  
directeur général de l'Institut Destrée  
chargé d'enseignement aux universités  
de Paris-Diderot et Reims

Exposé présenté au Collège régional de  
Prospective de Wallonie

Namur, Cercle de Wallonie, 16 octobre 2010

---

Les relations entre la prospective et le développement soutenable ne sont pas neuves. D'abord, les deux concepts renvoient au temps : le développement s'inscrit dans une évolution, une extension, une croissance, un progrès et donc dans une durée, dans un temps long. Chacun de ces mots constitue une porte qui s'ouvre sur un besoin de clarification potentielle à l'aune des sciences tant économiques, que politiques ou sociales, ainsi que sur des choix hautement stratégiques. Le concept de soutenabilité, est difficile à utiliser en français, car il ne prend sa signification de maintien et de durée qu'utilisé de façon pronomiale. C'est notamment pour cette raison qu'on lui préfère généralement le mot « durable » qui porte les idées de constance, permanence, stabilité, viabilité et donc de longue durée, concept familier aux historiens et aux prospectivistes <sup>(1)</sup>. La notion de durabilité apparaît probablement elle-même insuffisante, car comme l'indique Franck-Dominique Vivien, le problème se résume à vouloir faire durer le développement tandis que *la notion de soutenabilité permet de mettre l'accent sur d'autres questions relatives à la répartition des richesses entre les générations et à l'intérieur de chacune des générations* <sup>(2)</sup>.

Les prospectivistes ont généralement considéré le concept de développement durable non comme un moyen mais comme une finalité, c'est-à-dire un but général souhaitable, perçu comme possible à réaliser à long terme et que l'on va s'efforcer de traduire en axes stratégiques. Ainsi pensé, le développement durable donne véritablement du sens à l'action et en particulier à l'action politique qui, pour Pierre Massé consistait en premier lieu à *proposer aux citoyens des nations privilégiées la finalité stimulante d'une justice étendue aux dimensions de la planète* : favoriser l'alphabetisation et l'instruction de base et assurer l'alimentation des pays du Sud tant en termes de ressources que de distribution. Même si l'on s'élève à la réflexion prospective, notait l'ancien commissaire français au Plan, *une des questions fondamentales consiste à se demander s'il est souhaitable que, au XXI<sup>ème</sup> siècle, la plus grande partie de la planète tende à devenir une immense Amérique, que la pollution de l'environnement, les entassements urbains, la difficulté des déplacements la création d'un cadre de vie artificiel soient généralisés à toute l'humanité* <sup>(3)</sup>. C'est avec raison que Christian Stoffaes soulignait que *le but ultime de la prospective, c'est*

---

(1) Cf. Fernand Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969.

(2) Franck-Dominique VIVIEN, *Le développement soutenable*, coll. *Repères*, p. 4, Paris, La Découverte, 2005.

(3) Pierre MASSE, *La Crise du développement*, p. 132-133, Paris, Gallimard, 1973.

le développement durable dans un monde qui change [...]. Il ajoutait que, dès lors, la finalité de la prospective apparaissait clairement : c'est la durabilité <sup>(4)</sup>.

## Retours à quelques fondamentaux aux croisements de la prospective et du développement durable

Faut-il rappeler que prospective et développement soutenable entretiennent des références communes depuis le début des années 1970, au moment où se construit le concept de développement durable, avec des exercices de prospective comme le rapport Meadows <sup>(5)</sup> et Interfuturs <sup>(6)</sup>. Malgré leurs différences, ces deux importants chantiers partagent des caractéristiques communes très importantes. Ainsi, d'une part, ils se fondent sur trois particularités qui, réunies, nous apparaissent propres à la prospective : d'abord, ils intègrent le long terme, prennent en charge la longue durée en postulant le futur au pluriel pour créer des alternatives. Ensuite, ils font tous deux appel à la systémique et à l'analyse des systèmes complexes, en pratiquant l'interdisciplinarité et en faisant appel à la théorie et à la pratique de la modélisation. Enfin, ils sont orientés vers l'action, intégrant une volonté stratégique pour préconiser des changements, mettre en mouvement, tenter d'agir sur l'histoire. D'autre part, tant le rapport Meadows que Interfuturs constituent des approches prospectives de niveau mondial qui mettent largement en évidence les interdépendances.

Notre objet ici n'est pas de décrire ces exercices, tâches qui ont été réalisées ailleurs <sup>(7)</sup>, mais de mettre en évidence quelques éléments qui éclairent la relation entre la prospective et le développement durable.

### Rétroactes

L'idée des limites à la croissance trouve assurément ses fondements dans la science économique et les travaux menés ces dernières années sur le développement durable n'ont pas manqué de le rappeler. Les rétroactes de ces préoccupations, mises en évidence par les chercheurs sont précieux, car ils montrent que si, bien entendu, la réflexion, née dans les années 1960 et 1970, se développe dans le contexte intellectuel particulier de la contestation de la modernité et dans un cadre événementiel précis – l'accident du puit 21 (Santa Barbara Oil Spill) en janvier 1969, le naufrage du pétrolier Torrey Canyon (mars 1967), les risques nucléaires liés à la Guerre froide, la Guerre du Viet-Nam, etc. –, cette réflexion est aussi ancrée dans l'idée même du développement <sup>(8)</sup>.

Trois exemples parmi d'autres.

En 1861, le mathématicien, économiste et philosophe français Antoine Cournot (1801-1877), note dans son *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire* que :

---

(4) Cf. Christian STOFFAES, *Les logiciels de la pérennité*, dans Jacques LESOURNE et Christian STOFFAES, *Prospective stratégique d'entreprise*, p. 25 & 27, Paris, Dunod, 2001.

(5) Dennis L. MEADOWS ea, *Limits to growth*, Londres, Earth Island Ltd, 1972.

(6) Peter MOLL, *The discreet Charm of the Club of Rome*, in *Futures*, Nr. 7, September 1993, p. 801-805.

(7) Voir notamment : Graham TURNER, *A comparison of the Limits to Growth with thirty Years of Reality*, *Socio-Economics and Environment in Discussion*, CSIRO, Working Paper Series, 2008-2009, Canberra, 2007. – Jacques LESOURNE & Daniel MALKIN, *L'exercice Interfuturs, réflexions méthodologiques*, in *Futuribles*, n. 26, Sept. 1979, p. 20-38 and n. 27, Oct. 1979, p. 61-97. – Bruno HERAULT, *Interfuturs : une prospective de la mondialisation*, dans *Horizons stratégiques, Revue trimestrielle du Centre d'Analyse stratégique*, Numéro 7, Paris, Janvier-Mars 2008. – Wolfgang MICHALSKI, *The OECD Interfutures Project Revisited 20 Years Later*, dans Jacques THEPOT, Michel GODET, Fabrice ROUBELAT et Assad E. SAAB, *Décision, prospective, Auto-organisation, Mélanges en l'honneur de Jacques Lesourne*, p. 318-331, Paris, Dunod, 2000.

(8) Voir notamment Franck-Dominique VIVIEN, *Histoire d'un mot, histoire d'une idée, Le Développement durable à l'épreuve du temps*, dans Marcel JOLLIVET, dir., *Le développement durable, De l'utopie au concept ; De nouveaux chantiers pour la recherche*, p. 19-60, Amsterdam, New York, Oxford, Paris, Elsevier, 2001.

*Puisque le genre de richesses naturelles, qui est l'instrument le plus actif d'une civilisation raffinée, s'épuise graduellement et se consume avec une rapidité d'autant plus grande que la civilisation et l'industrie font plus de progrès, il semble que cet épuisement graduel soit le danger le plus menaçant dans l'avenir pour la civilisation même, telle que nous la concevons, et l'obstacle le plus apparent à la réalisation de l'hypothèse d'un progrès sans limite et sans fin, que suggère si naturellement la rapidité du progrès actuel. De là des motifs de craindre que l'industrie humaine ne soit destinée, non seulement à atteindre une phase où elle cesserait de faire des progrès sensibles, mais même à dépérir un jour et finalement à disparaître comme un feu qui s'éteint faute d'aliments. Mais, laissons ce propos et abstenons-nous de nous livrer à de téméraires et inutiles conjectures sur un avenir trop éloigné (146). Il ne faut entretenir ni les princes, ni les peuples de leurs chances de mort : les princes punissent cette témérité par la disgrâce; le public s'en venge par le ridicule. D'ailleurs nous occupons ici des principes, des idées, des lois plutôt que des faits. Il est dans la loi essentielle d'un être vivant de parcourir le cycle entier des âges, quoique en fait un accident puisse le tuer ou qu'il puisse périr faute d'aliments avant l'accomplissement du cycle : et de même la science, l'industrie n'en seraient pas moins essentiellement gouvernées par la loi du progrès indéfini, quand bien même ils seraient dans la destinée du genre humain de périr soudainement par quelque grand cataclysme ou lentement, par suite de l'épuisement des ressources matérielles que la nature avait mises à sa disposition<sup>(9)</sup>.*

De même, peut-on également évoquer, comme le fait Michel Girard, le mouvement conservateur américain parmi les origines intellectuelles du concept de développement durable. Le huitième message annuel du président Theodore Roosevelt du 8 décembre 1908, adressé au Sénat et à la Chambre des Représentants s'inscrit dans cette pensée qui allie temporalité et attention aux générations futures<sup>(10)</sup>.

En 1962, dans ses *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Raymond Aron avait considéré que le progrès était subordonné à au moins deux conditions : d'une part, le rapport entre l'augmentation de la population et le développement des ressources, et, d'autre part, la relation entre les moyens de produire et les moyens de détruire.

*Il est impossible, écrivait-il, d'accroître les moyens de produire sans accroître simultanément la capacité des hommes à s'entre-détruire. Il est difficile de prévoir avec certitude l'usage que les hommes feront des moyens qu'ils accumulent<sup>(11)</sup>.*

## Les limites à la croissance

Si on connaît généralement le rôle tenu par Aurelio Peccei dans la fondation du Club de Rome en 1968, on oublie souvent le rôle d'inspirateur qui fut le sien dans la réflexion sur un meilleur développement au travers des trois principes pour l'avenir qu'il énonce dès l'année suivante dans *The Chasm Ahead*<sup>(12)</sup>. D'abord, le fait que l'humanité et l'environnement mondial font ensemble partie du même macrosystème intégré. Ensuite, le constat que de nombreuses parties de ce macrosystème risquent

---

(9) Antoine COURNOT, *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales dans les sciences et dans l'histoire*, Livre 4, Chapitre 9, p. 299-300, Paris, L. Hachette, 1861. Numérisation Université de Toronto.

(10) Theodore ROOSEVELT, *Eighth Message to Congress*, Washington, December 8, 1908, in James D. RICHARDSON, éd., *A compilation of the Messages and Papers of the Presidents*, New York, Bureau of National Literature, 1897-1917, vol. 14., Copy on Infoplease.com.

(11) Raymond ARON, *Dix-huit leçons sur la société industrielle, Leçon VIII, Société industrielle et croissance*, coll. Idées, p. 174, Paris, Gallimard, 1962.

(12) Aurelio PECCEI, *The Chasm Ahead*, New York, Macmillan, 1969. – *L'heure de la vérité*, Paris, Fayard, 1975.

de se décomposer ou même d'être totalement annihilées. Enfin, la nécessité de répondre à cette situation en développant un plan mondial et en le mettant en œuvre constitue une obligation collective pour toutes les organisations qui en ont la capacité<sup>(13)</sup>.

C'est fort de ces principes et avec l'appui méthodologique de Jay Forrester et de son modèle sur les systèmes dynamiques<sup>(14)</sup>, que fut lancée en 1970 au Massachusetts Institute of Technology une recherche portant sur « la situation difficile de l'espèce humaine » (« *Club of Rome Project on Predicament of Mankind at MIT* ». Deux ans plus tard, en mars 1972, le rapport sur les limites à la croissance<sup>(15)</sup>, porté par Dennis et Donella Meadows, Jørgen Randers et William W. Behrens III ainsi qu'une dizaine de leurs collègues du MIT, était présenté publiquement au Smithsonian Institute à Washington.

Malgré les critiques méthodologiques<sup>(16)</sup> dont ce travail a fait l'objet, l'influence sur l'opinion publique en matière environnementale a été largement reconnue<sup>(17)</sup>. Parallèlement, ce rapport constitue un des événements les plus significatifs dans l'histoire de la prospective<sup>(18)</sup>. Les conclusions du rapport, qui ont souvent été déformées, étaient pourtant claires : dans un système clos comme la Terre, la croissance exponentielle des variables-clefs qui avaient été retenues (population, production alimentaire, industrialisation, pollution et utilisation des ressources non renouvelables) est impossible.

*“Si les présentes tendances à la croissance dans la population mondiale, l'industrialisation, la pollution, la production alimentaire et l'épuisement des ressources se poursuivent de manière inchangée, les limites à la croissance sur cette planète seront atteintes à un certain moment durant la prochaine centaine d'années. Le résultat le plus probable sera un assez soudain et incontrôlable déclin tant de la population que de la capacité industrielle.”*<sup>(19)</sup>.

Les auteurs en concluent que si le monde veut éviter un désastre, une prise de conscience collective est nécessaire afin de restaurer un équilibre global. Dès lors, le rapport estime qu'*il est possible de modifier ces tendances à la croissance et d'établir un état de stabilité écologique et économique qui soit soutenable sur le long terme. L'état d'équilibre global pourrait être établi de telle sorte que les besoins matériels de base de chaque personne sur terre soient satisfaits et que chacun ait une occasion égale de réaliser son potentiel humain personnel*<sup>(20)</sup>.

---

(13) *Humanity and the global environment are both parts of the same integrated macro-system. Many of the components of this macro-system are at risk of breaking down, or even of totally being destroyed. Developing such a global plan and implementing it are a collective obligation of all groups that have the capacity to do so.* Eleonora MASINI-BARBIERI, *The Legacy of Aurelio Peccei and the Continuing Relevance of his Anticipatory Vision*, The Club of Rome, European Support Centre, 2004.

(14) Cf. Jay W. FORRESTER, *World Dynamics*, Cambridge, Massachusetts, Wright-Allen Press, 1971.

(15) Cf. Donella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jørgen RANDERS and William BEHRENS, *The limits to growth: a report of the Club of Rome's project on the predicament of mankind*, New York, Universe Books, 1972.

(16) Cf. Alfred SAUVY, *Croissance Zéro*, Paris, Calmann-Lévy, 1973. – Pierre CHAUNU, *De l'histoire à la prospective*, p. 353 sv., Paris, Robert Laffont, 1975.

(17) Cf. Stéphane CORDOBES et Philippe DURANCE, *Les entretiens de la mémoire de la prospective*, Jacques Lesourne, p. 17-18, Paris, CNAM, Septembre 2004.

(18) Cf. Sam COLE & Eleonora BARBIERI MASINI, *Limits beyond the millennium : a retro-prospective on the limits to growth*, in *Futures*, 22 (2001), 1-5, p. 1. – Wendell BELL, *Futures studies comes of age: Twenty-five years after "The limits to growth"*, in *Futures*, 33, p. 63-76.

(19) *If the present growth trends in world population, industrialization, pollution, food production, and resource depletion continue unchanged, the limits to growth on this planet will be reached sometime within the next one hundred years. The most probable result will be a rather sudden and uncontrollable decline in both population and industrial capacity.* Donella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jørgen RANDERS and William BEHRENS, *The limits to growth...*, p. 23.

(20) *It is possible to alter these growth trends and to establish a condition of ecological and economic stability that is sustainable far into the future. The state of global equilibrium could be designed so that the basic material needs of each person on earth are satisfied and each person has an equal opportunity to realize his or her individual human potential. If the world's people decide to strive for this second outcome rather than the first, the sooner they begin working to attain it, the greater will be their chances of success.*

*Si la population mondiale décide de s'attacher à réaliser cette seconde issue plutôt que la première, plus vite ils commencent à travailler pour l'atteindre, plus grandes seront leurs chances de succès.*

Quelques mois plus tard, une conférence des Nations unies sur l'Environnement humain (*Conference on the Human Environment*) est organisée pour la première fois. La déclaration finale de cet événement, tenu à Stockholm les 5 et 6 juin 1972, énonce 26 principes sur des questions qui dépassent largement la protection de la nature et qui esquissent déjà le contenu du rapport Brundtland. Il y est bien sûr affirmé que les ressources naturelles doivent être préservées *dans l'intérêt des générations présentes et à venir par une planification ou une gestion attentive selon que de besoin* (Principe 2), mais aussi que la capacité du globe de produire des ressources renouvelables essentielles doit être préservée et, partout où cela est possible, rétablie ou améliorée (Principe 3). Le cinquième principe affirme que *les ressources non renouvelables du globe doivent être exploitées de telle façon qu'elles ne risquent pas de s'épuiser et que les avantages retirés de leur utilisation soient partagés par toute l'humanité*. Le sixième principe porte la limitation des rejets de matières toxiques et des dégagements de chaleur pour éviter que les écosystèmes ne subissent des dommages graves ou irréversibles. Parallèlement, le huitième principe affirme que *le développement économique et social est indispensable si l'on veut assurer un environnement propice à l'existence et au travail de l'homme et créer sur la terre des conditions nécessaires à l'amélioration de la qualité de la vie* <sup>(21)</sup>.

Pour Aurelio Peccei, qui, en 1975, commente à la radio française son premier livre *The Chasm Ahead – L'heure de la vérité –*, mais aussi le premier rapport du Club de Rome, le malaise de la société humaine est dû au fait que l'être humain a perdu le contact avec la réalité, que la société s'est égarée avec des valeurs et des schémas de référence qui appartiennent au passé. Il s'agit dès lors de mieux comprendre la nouvelle condition humaine et ce qui se passe dans le monde afin de permettre à la société de sortir de l'impasse : *si vraiment on réussit à comprendre mieux quelle est notre situation, quel est notre pouvoir, quelles peuvent être les conséquences de notre action ou inaction, de la décision de prendre une certaine direction ou l'autre, alors je pense qu'on peut appliquer dans des politiques, dans des décisions, à tous les niveaux ces connaissances pour rendre notre vie et celles des générations qui viennent meilleures que ce que nous avons maintenant* <sup>(22)</sup>.

*Ce n'est pas un droit de ces générations-ci d'épuiser toutes les richesses d'hydrocarbures pour rouler en automobile ou pour faire marcher des engins et laisser les prochaines générations se débrouiller avec l'atome ou d'autres sources d'énergie.*

*En tous cas, il faut que nous nous rendions compte que la terre, la nature, c'est un héritage commun de tous les hommes et de toutes les générations, pas seulement de celles-ci. Notre esprit colonisateur des siècles passés s'est transformé dans une espèce de colonisation de l'avenir. Nous exploitons les générations futures en mangeant aujourd'hui ce qui devrait être la nourriture de demain.*

*Nous sommes 4 milliards de protagonistes ou de sauveurs de l'humanité. Ce ne sont pas quelques centaines de millions d'Américains ou d'Européens ou de Russes qui peuvent redresser le monde. Il faut qu'il y ait une effective participation de toute*

---

Donnella H. MEADOWS, Dennis L. MEADOWS, Jørgen RANDERS and William BEHRENS, *The limits to growth...*, p. 24 et 158.

(21) Conférence des Nations Unies sur l'environnement, 1972, Stockholm. Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm, 5-16 juin 1972 New York Nations Unies 1973. – *Déclaration finale de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement*, [www.unep.org](http://www.unep.org)

(22) *L'heure de vérité*, Aurelio Peccei, Entretien avec Jacques Chancel pour l'émission Radioscopie, France Inter, 21 mars 1975 (Archives Ina).

*l'humanité. Alors, il y aura une certaine chance de s'en tirer assez bien. Je ne dis pas tant bien que mal mais assez bien* <sup>(23)</sup>.

Visions du futur et appels à l'action se conjuguent chez le prospectiviste et entrepreneur italien. Occasion aussi de définir l'écologie : *le mot doit être interprété dans sa vraie signification, dit-il : l'équilibre de tout avec tout le reste* <sup>(24)</sup>.

La période reste celle de la prise de conscience. Dans *Mankind and Mother Earth, A narrative history of the world*, Arnold Toynbee, inspiré par Pierre Teilhard de Chardin, rappelle que, avant la Révolution industrielle, l'homme avait, comme toute espèce, marqué la biosphère de son empreinte, mais en restant dans une niche précise dont il ne pouvait pas sortir sous le risque d'extinction pure et simple. Depuis la Révolution industrielle des XVIII et XIX<sup>ème</sup> siècles, c'est l'être humain qui fait courir à la biosphère un risque d'extinction, ce qui, naturellement, menace sa propre survie dès lors qu'il est incapable de vivre dans un autre milieu <sup>(25)</sup>.

### **Interfuturs, Opération Overlord de la prospective mondiale**

On a parfois exagéré, par manichéisme, ce qui séparait *Limits to Growth* des conclusions de l'exercice Interfuturs, cette *Opération Overlord* de la prospective mondiale <sup>(26)</sup>, lancé à l'initiative de la délégation japonaise de l'OCDE et dirigé par Jacques Lesourne. Bien que l'ancien Commissaire au Plan, Michel Albert, notait en 2000 que *Interfuturs s'était dressé contre le Club de Rome et l'idée des limites de la croissance* <sup>(27)</sup>, Jacques Lesourne semble avoir exprimé des positions beaucoup plus nuancées. En 1976 déjà, le professeur d'économie au Conservatoire national des Arts et Métiers à Paris notait dans *Les Systèmes du destin*, que, faisant suite à deux rapports du Club de Rome et à une guerre au Moyen Orient, *la peur s'est installée, et avec elle la conscience de risques essentiels. Celui de nouveaux Hiroshima, bien sûr. Mais celui aussi de l'étranglement de la croissance économique par le manque de matières premières, l'insuffisance de la production agricole, l'épuisement des réserves d'eau douce et d'énergie, celui de l'exploitation anarchique de la population mondiale, avec le problème majeur que représente l'extraordinaire inégalité de la répartition du capital et du revenu mondial. Celui de la contradiction, enfin, entre le besoin de liberté qui suppose que chacun ait la maîtrise des décisions qui le concernent et la nécessité de tenir compte, sur le plan collectif, des effets externes croissants qu'engendrent des décisions chaque jour plus interdépendantes* <sup>(28)</sup>.

Dans ses conclusions, Jacques Lesourne semblait lui aussi constater les impasses de la société industrielle dans des formulations que n'aurait pas récusées Aurelio Peccei :

*Sous le double aspect de l'épuisement des ressources non reproductibles et de l'épuisement ou de l'empoisonnement des ressources reproductibles, les contraintes écologiques, de lointaines et mythiques qu'elles étaient, apparaissent maintenant comme un mur visible vers lequel fonce le bolide de la croissance économique* <sup>(29)</sup>.

---

(23) *Ibid.*

(24) *Ibid.*

(25) Cf. Arnold TOYNBEE, *Mankind and Mother Earth, A narrative history of the world*, New York - London, Oxford University Press, 1976. – *La Grande aventure de l'humanité*, p. 532-533 et 556, Paris-Bruxelles, Elsevier-Séquoia, 1977.

(26) Cette expression savoureuse est de Michel ALBERT, *Interfuturs, Vingt ans après*, dans Jacques THEPOT, Michel GODET, Fabrice ROUBELAT et Assad E. SAAB, *Décision, prospective, Auto-organisation, Mélanges en l'honneur de Jacques Lesourne*, p. 306, Paris, Dunod, 2000.

(27) *Intervention de Michel Albert dans la table « Prospective : les grandes tendances du futur »*, au Colloque en l'honneur de Jacques Lesourne, *Décision, Prospective, Auto-organisation*, Paris, Conservatoire national des Arts et Métiers, 11 janvier 2000.

(28) Jacques LESOURNE, *Les systèmes du destin*, p. 1-2, Paris, Dalloz, 1976.

(29) *Ibid.*, p. 431.

Intitulé *Projet de recherches sur l'évolution future des sociétés industrielles avancées en harmonie avec celle des pays en voie de développement*, Interfuturs s'était notamment vu attribuer comme objectif l'évaluation des contraintes et des possibilités qu'impliquent pour le développement futur les facteurs matériels liés à l'énergie, aux matières premières et à l'environnement. Des recherches spécifiques ont été menées pour apprécier les problèmes d'environnement physique à l'échelle internationale et notamment les questions d'épuisement des ressources non-renouvelables. Ainsi, une question considérée comme majeure était posée comme un des cinq axes du rapport :

*En supposant que les sociétés industrielles avancées souhaitent poursuivre leur croissance économique, devront-elles l'arrêter dans un avenir prévisible par suite des limites physiques que le global impose, soit aux disponibilités en énergie, en matières premières, en terres exploitables, en eau, soit aux émissions de gaz carbonique, de déchets thermiques, de polluants ?*<sup>(30)</sup>

Une première réponse venait directement à la suite de la question. Elle était d'une prudence extrême :

*Malgré certains travaux célèbres publiés dans les dernières années, il semble bien que cet obstacle pourrait être surmonté, du moins dans les limites de l'horizon influencé par nos décisions présentes et à condition de mettre en œuvre des politiques que nous chercherons à définir*<sup>(31)</sup>.

Tout en soulignant l'importance du débat lancé par le Club de Rome, Interfuturs en précisait les contours en rappelant que celui-ci ne portait pas sur l'existence de limites absolues à la croissance – *le globe étant fini, toute extrapolation géométrique des échanges entre l'humanité et le reste de l'écosystème conduit nécessairement à la crise* –, mais sur les décisions qui seront à prendre pendant les dix prochaines années : *pendant cette période, comment l'humanité devra-t-elle tenir compte dans ses choix de l'influence souvent irréversible que ses activités exercent sur l'ensemble de la réalité physique, chimique, biologique et éthologique du globe ?*<sup>(32)</sup>

Le rapport précisait qu'à long terme, la production mondiale d'énergie ne devrait nullement être limitée par le volume des ressources. L'énergie nucléaire, l'énergie solaire, ainsi que la géothermie devraient limiter l'augmentation des prix. Les auteurs estimaient que la production de pétrole devrait diminuer au plus tard à la fin du siècle nécessitant de faire appel aux autres combustibles fossiles et à la fission nucléaire pour négocier la transition vers « l'après-pétrole ». Celle-ci serait de l'ordre du demi-siècle et serait marquée par de grandes incertitudes dues à l'évolution de la consommation, au niveau des investissements en matière d'énergie, de l'état des ressources et de la situation géopolitique mondiale. Les prospectivistes notaient toutefois que, compte tenu de l'inertie du système, si des stratégies adéquates n'étaient pas adoptées, même si elles paraissaient inutiles à court terme, différents types de crises aux conséquences graves pourraient apparaître dans les vingt-cinq prochaines années<sup>(33)</sup>. La conclusion portant sur les autres matières premières est de même nature à savoir que les raretés physiques apparaissent improbables et ne devraient pas empêcher le retour à des taux de croissance comparables à ceux de l'Après-Guerre. Par ailleurs, le rapport considérait que l'humanité devra de plus en plus se préoccuper de l'impact de ses activités sur l'environnement sous toutes ses formes. Comme l'indiquait Jacques Lesourne lui-même, *les questions de transition sont*

---

(30) INTERFUTURS, *Projet de recherches sur l'évolution future des sociétés industrielles avancées en harmonie avec celle des pays en voie de développement*, Rapport final, p. 8, Paris, OCDE, 28 septembre 1978.

(31) *Ibid.*, 28 septembre 1978, p. 8.

(32) INTERFUTURS, *Face aux futurs, Pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible*, p. 11, Paris, OCDE, 1979.

(33) Cf. *Ibid.*, 28 septembre 1978, p. 23.

*extrêmement difficiles, c'est-à-dire toutes les questions liées au passage d'une humanité à 4 milliards d'êtres humains à une humanité à 11 ou 12 milliards, au passage d'un approvisionnement en énergie centré sur le pétrole à un approvisionnement centré sur des ressources renouvelables, au passage de l'agriculture actuelle à la mise en place d'agro-écosystèmes résilients. Au cours de cette phase de transition, les problèmes politiques, économiques et sociaux seront prédominants* <sup>(34)</sup>.

Il faut noter que le rapport Interfuturs considérait comme préoccupantes les répercussions environnementales *irréversibles* ou moins bien connues des activités humaines : stérilisation de sols productifs, émissions de substances toxiques dans l'environnement et modifications du climat. Dans ce dernier domaine, le problème apparaissait d'autant plus inquiétant aux auteurs qu'ils notaient que si on sait que le climat est la résultante d'un processus complexe, on ignore la dynamique de ce processus. Ils rappelaient que l'utilisation croissante de combustibles fossiles pour produire de l'énergie entraîne une augmentation constante de la teneur de l'atmosphère en gaz carbonique et que ce qui n'est pas absorbé par les océans et la végétation accroît la concentration atmosphérique. Ils notaient également que si le processus se poursuivait, la température de la planète augmenterait progressivement, mais sans que l'on sache jusqu'à quel niveau, quand, ni quels pays seraient touchés ou si des techniques pourraient être mises au point pour l'éviter. Interfuturs estimait que ce sont les hautes latitudes qui seront les plus concernées et que, au milieu du XXI<sup>ème</sup> siècle, la température moyenne de la planète pourrait être supérieure d'environ 2°C à la température de la fin des années 1970, que le niveau des mers s'élèverait et que la répartition des précipitations atmosphériques changerait de telle sorte que les conditions de l'agriculture se dégraderaient dans certaines zones, mais s'amélioreraient dans d'autres. Ils concluaient que ces conséquences de l'utilisation de combustibles fossiles pourraient fortement limiter celle-ci à l'avenir et accroître la nécessité de recourir à d'autres sources d'énergie. Néanmoins, les auteurs estimaient qu'il n'était pas encore nécessaire de prendre des mesures spécifiques et que l'essentiel était alors de pousser vigoureusement les recherches pour améliorer la connaissance des relations réciproques entre les activités humaines et le climat <sup>(35)</sup>.

Ce rapport à lui seul, constitue un plaidoyer extraordinaire pour l'intérêt et la pertinence de la prospective. Jacques Lesourne et son équipe y notaient enfin que l'une des difficultés majeures auxquelles les gouvernements auront à faire face résulte du fait que les problèmes sont traités isolément et que les interdépendances ne sont pas prises en compte, ou alors que ces problèmes sont uniquement considérés sous leurs aspects à court terme sans que soient appréciées leurs implications à long terme <sup>(36)</sup>.

Même si, comme l'écrit plus tard Wolfgang Michalski <sup>(37)</sup>, Interfuturs, par son format intellectuel non-conformiste pour l'OCDE, ainsi que par l'indépendance d'esprit de ses auteurs, sema quelques méfiances dans les sphères gouvernementales ainsi que dans l'auguste institution internationale localisée à Paris, ce rapport aura constitué un jalon essentiel pour ceux qui, à la fois allaient porter leur regard sur l'ensemble des éléments qui détermineront l'avenir de la planète et allaient apprendre à le faire au delà de la dernière génération.

Au début des années 1980, le prospectiviste américain John Naisbitt soulignait que le débat sur l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables avait contribué à renforcer dans l'opinion publique la conscience des dangers que présentent les options à court terme et que nous percevons mieux quelles

---

(34) *Un entretien avec Jacques Lesourne, Directeur du projet Interfuturs, dans Face aux futurs, Numéro spécial de L'Observateur de l'OCDE, n° 100, Septembre 1979, p. 5.*

(35) Cf. *Ibid.*, p. 13.

(36) Cf. *Les sociétés industrielles face aux changements, Interfuturs, dans Ibid.*, p. 19.

(37) Wolfgang MICHALSKI, *The OECD Interfutures Project revisited 20 Years later...*, p. 319-320 & 330-331.

conséquences à long terme peuvent avoir nos agissements à courts termes. C'est avec toutefois un certain optimisme que l'auteur de *Megatrends* affirmait qu'il était clair pour beaucoup que ce qui nous a conduits par facilité à polluer à court terme l'air et l'eau ne justifiait en rien les dommages à long terme que nous avons fait subir à l'environnement et à la qualité de la vie <sup>(38)</sup>.

### **Le rapport Brundtland : une définition plus complète que ce qui en est généralement donné**

On ne saurait nier l'importance du regard extérieur et visible sur la prise de conscience par le monde de son existence, de son caractère systémique et fragile : à partir du début des années 1960, des images de la terre, prises par des satellites, notamment dans le cadre des programmes Orbiter et Apollo, sont diffusées sur toute la planète que l'on découvre bleue.

La Conférence sur l'Utilisation rationnelle des Ressources de la Biosphère est la première rencontre intergouvernementale jamais organisée sur cette question. Initiative de l'Unesco, cette conférence a pour objectifs, d'une part, de répondre aux inquiétudes des scientifiques devant l'accélération de l'utilisation des ressources terrestres autant que face aux dégradations de la nature et, d'autre part, *de veiller à ce que l'exploitation de la nature soit fondée sur des bases scientifiques rationnelles assurant la permanence des mécanismes délicats qui conditionnent la vie* <sup>(39)</sup>.

Avec cette conférence, c'est le concept d'écosystème qui rentre dans le langage courant, ainsi que l'idée que les organismes vivants et l'être humain lui-même ne sont pas indépendants les uns des autres, mais au contraire, s'inscrivent dans des systèmes écologiques où toute modification d'un élément va influencer sur le reste du système. La conférence sur la biosphère a donné naissance au programme de recherche de l'Unesco sur *l'Homme et la Biosphère* (MAB), mobilisant une centaine de pays.

Dix ans après la conférence de Stockholm et dans le cadre de sa mise en œuvre, les années 1980 apportent une première définition de ce qui allait devenir le développement soutenable grâce à la mise en place d'une Stratégie mondiale de la Conservation. En 1980, en effet, la réunion de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources (IUCN), fondée à Fontainebleau en 1948, préparée avec le PNUE, le WWF, la FAO et l'Unesco débouche sur la formulation d'une *Stratégie mondiale de la conservation*. La conservation y est définie comme la gestion de l'utilisation par l'être humain de la biosphère de manière à ce qu'elle puisse produire le plus grand avantage soutenable aux générations présentes tout en maintenant son potentiel pour pouvoir satisfaire aux besoins et aux aspirations des générations futures. La conservation est donc une notion positive, comprenant la préservation, le maintien, l'utilisation soutenable, la restauration et l'amélioration de l'environnement naturel <sup>(40)</sup>.

---

(38) Cf. John NAISBITT, *Les Dix commandements de l'avenir (Megatrends)*, p. 124, Paris-Montréal, 1984. – John NAISBITT, *Megatrends*, New York, Warner Books, 1982.

(39) Michel BATISSE, *Des mammoths et des hommes, Apprendre à survivre*, dans *Le Courrier de l'Unesco, L'Homme et la Terre, Pour une stratégie du vivant*, Mai 1980, p. 4-8. – Michel BATISSE, *Of Mammoths and men, Conservation for Human Survival*, in *The Unesco Courier, Earth's living resources, A World Strategy for Action Now*, May 1980, p. 4-8.

(40) *World Conservation Strategy, Living Resource Conservation for Sustainable Development, Prepared by the International Union for Conservation of nature and National Resources (IUCN) with the advice, cooperation and financial assistance of the United Nations Environment Programme (UNEP), and the World Wild Life Fund (WWLF) and in collaboration with the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)*, p.1, Gland, Switzerland, IUCN, UNEP, WWF, 1980. – *Stratégie mondiale de la conservation : la conservation des ressources vivantes au service du développement durable*, Gland, Suisse, IUCN, UNEP, WWF, 1980.

Trois objectifs ont été assignés à cette tâche de conservation des espèces vivantes. D'abord, maintenir les processus écologiques essentiels et les systèmes entretenant la vie. Ensuite préserver la diversité génétique dont dépendent le fonctionnement de la part de ses processus et systèmes. Enfin, veiller à *l'utilisation durable des espèces et des écosystèmes dont sont tributaires des millions de communautés rurales aussi bien que de grandes industries* <sup>(41)</sup>.

On le voit, on dispose désormais de la notion de développement soutenable, ainsi que d'une première définition qui va progressivement se diffuser. Mais bien entendu, comme pour la plupart des innovations, sa source n'est pas unique.

Après l'échec de la Conférence des Nations Unies à Nairobi en 1982, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé la Commission des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement dont la présidence a été confiée à Gro Harlem Brundtland. L'objectif implicite était de préparer la prochaine conférence pour éviter un nouveau revers <sup>(42)</sup>, l'objectif explicite de l'ancienne Première Ministre norvégienne et de son équipe était de construire un *programme global de changement* suivant quatre axes : 1. des stratégies à long terme en matière d'environnement pour assurer un développement durable d'ici à l'an 2000 et au delà ; 2. des méthodes pour que l'intérêt porté à l'environnement débouche sur une meilleure coopération entre les pays ayant atteint différents niveaux de développement économique et social et la réalisation d'objectifs communs, en tenant compte des relations réciproques entre la population, les ressources, l'environnement et le développement ; 3. des moyens permettant à la communauté internationale de faire plus efficacement face aux problèmes de l'environnement, et 4. un programme d'action à long terme pour les prochaines décennies et des objectifs auxquels la communauté mondiale devrait tendre <sup>(43)</sup>.

Le Rapport Brundtland, tel qu'il a été publié en 1987, constitue l'aboutissement de tout l'effort fourni depuis vingt ans pour concilier, de manière équilibrée, la protection de l'environnement et le développement économique. Comme l'a indiqué le sociologue québécois Jean-Guy Vaillancourt, il s'agit bien d'un compromis dont les artisans principaux sont assurément Maurice Strong et Ignacy Sachs. Le premier a été un acteur-clef de toute cette évolution en tant que secrétaire général de la Conférence de Stockholm en 1972 puis du Sommet de Rio en 1992 et, enfin, comme conseiller spécial du secrétaire général des Nations Unies de 1997 à 2005. Entre les deux conférences, il assume la fonction de directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Strong a lancé en 1973, dans la foulée du Sommet de Stockholm, le concept d'*écodéveloppement*, pour désigner un type de développement qui tienne à la fois compte des contraintes écologiques et du long terme <sup>(44)</sup>. Le second acteur-clef est Ignacy Sachs. Conseiller spécial du secrétaire général de l'Onu lors de la conférence de Stockholm, cet économiste est le fondateur, en 1973, du Centre de Recherche sur l'Environnement et le Développement (*International Research Centre on Environment and Development*) (CIRED), localisé à Paris. À partir de l'année suivante, il édite les *Cahiers du Développement*. En 1980, il publie *Stratégies de l'écodéveloppement* où il montre comment harmoniser écologie et économie <sup>(45)</sup>.

---

(41) *Une stratégie mondiale de la conservation*, dans *Le Courrier de l'Unesco, L'Homme et la Terre, Pour une stratégie du vivant*, Mai 1980, p. 36. – *A World Conservation Strategy*, in *The Unesco Courier, Earth's living resources, A World Strategy for Action Now*, May 1980, p. 36.

(42) Cf. Jean-Guy VAILLANCOURT, *Action 21 et le Développement durable*, dans *VertigO, La revue en Sciences de l'environnement*, vol. 3, n° 3, Décembre 2002, p. 1.

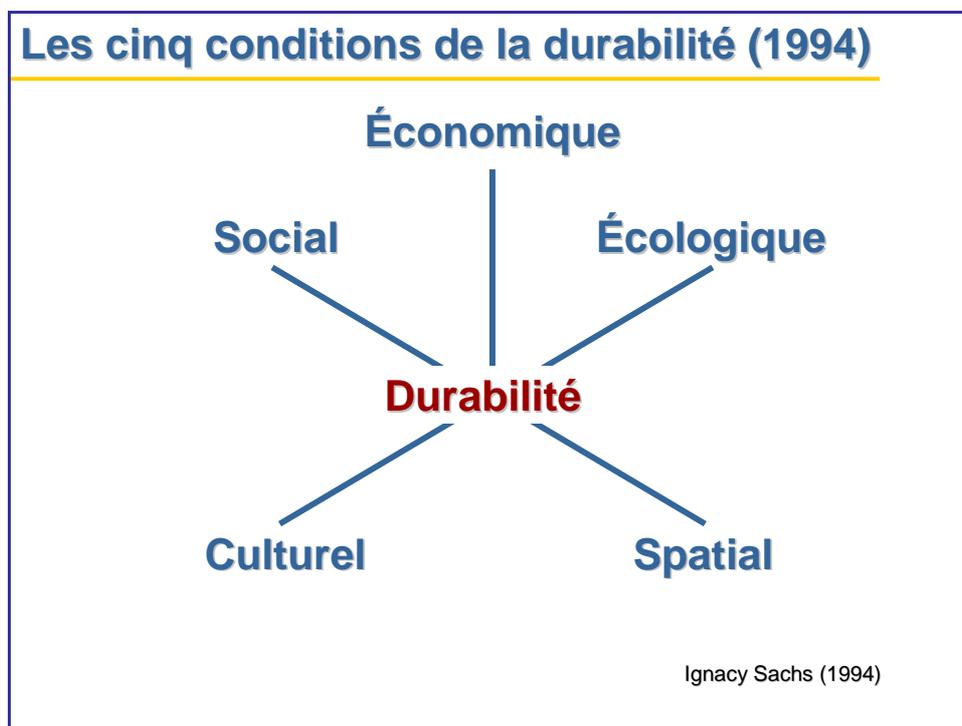
(43) Cf. *Rapport de la Commission mondiale...*, Avant-propos de la Présidente. Wikisource. – Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Québec, Éditions du Fleuve et Publications du Québec, 1988. – *Our Common Future, Report of the World Commission on Environment and Development*, UNEP, 1987, A/42/427. [www.un-documents.net/wced-ocf.htm](http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm).

(44) Cf. Jean-Guy VAILLANCOURT, *Le développement durable ou le « compromis » de la Commission Brundtland, Désarmement, développement et protection de l'environnement*, dans *L'Avenir d'un monde fini, Jalons pour une éthique du développement durable, Un dialogue entre Albert Jacquard et Hubert Reeves*, Numéro spécial des *Cahiers de Recherche éthique*, n° 15, p. 17-46, p. 29, Québec, Fides, 1991.

(45) Cf. *Ibid.*, p. 32.

Progressivement, Sachs superposera écodéveloppement et durabilité, tout en montrant les aspects systémiques et complexes de ces notions.

*Les cinq dimensions de la durabilité ou de l'écodéveloppement sont : la dimension sociale (autre croissance, autre vision de la société), économique (meilleures répartition et gestion des ressources, plus grande efficacité), écologique (minimiser les atteintes aux systèmes naturels), spatiale (équilibre ville-campagne, aménagement du territoire), culturelle (pluralité des solutions locales qui respectent la continuité culturelle)* <sup>(46)</sup>.



Dès le début de ses travaux, la Commission Brundtland reprend à son compte le concept de développement durable, cher à la Stratégie mondiale de Conservation et qui, en fait, était de plus en plus répandu même en dehors des cénacles onusiens <sup>(47)</sup>. Du reste, aussi pauvres qu'aient été ses travaux, la conférence de Nairobi n'a pas manqué de le reprendre dans sa déclaration sous la formule de « *développement socio-économique soutenable* » <sup>(48)</sup>.

La définition qui émerge des travaux de la Commission Brundtland apparaît dans le chapitre 2 – *Towards Sustainable Development* – du rapport intitulé *Our Common Future*, sous le titre *The concept of Sustainable Development*. On y retrouve d'emblée les *needs and aspirations of future generations* déjà contenus dans la World Conservation Strategy. Mais les deux concepts-clefs qui y sont avancés, d'une part

(46) Ignacy SACHS, *Le Développement durable ou l'écodéveloppement : du concept à l'action, 1994*. – Stratégies de l'écodéveloppement, Paris, Éditions ouvrières, 1980. – *L'écodéveloppement, Stratégies de transition vers le XXI<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Syros, 1993. – *Quelles villes pour quel développement ?*, Paris, Puf, 1996.

(47) Au de là du *Manifesto for a Sustainable Society*, publié par l'Ecology Party britannique, à Sheffield les 25 et 26 septembre 1976, Jean-Guy Vaillancourt (*Ibidem*, p. 34) mentionne l'influence de Lester Brown, directeur du Worldwatch Institute, fondé en 1974, qui publie annuellement depuis 1984 *L'état de la planète* après avoir édité en 1981 son ouvrage *Building a Sustainable Society*, New York, W. W. Norton, 1981.

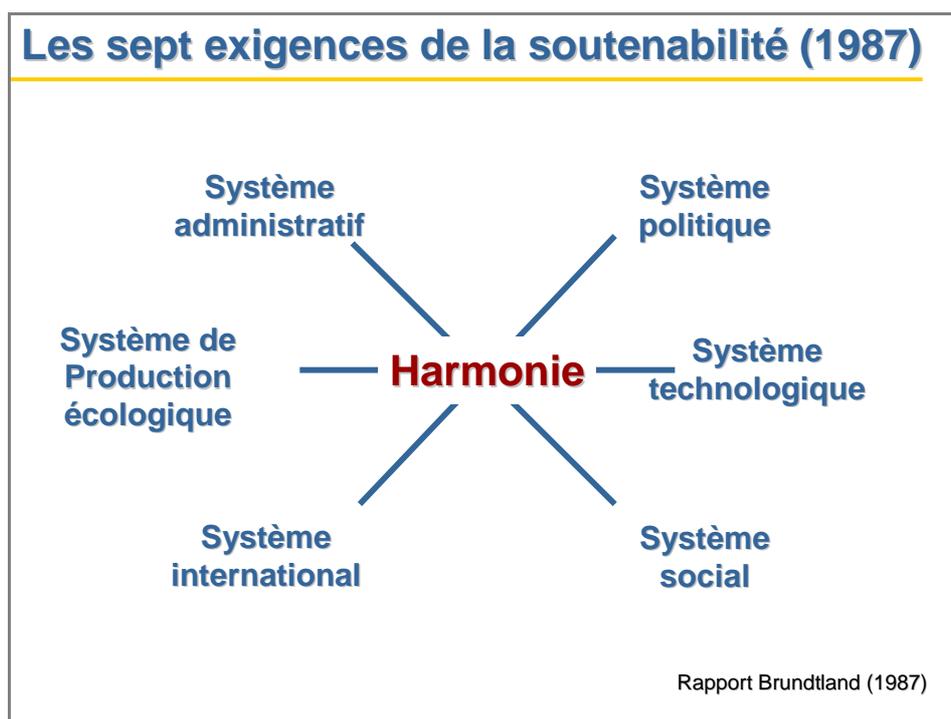
(48) 3. *During the last decade, new perceptions have emerged : the need for environmental management and assessment, the intimation complex interrelationship between environment , development, population and resources and the strain on the environment generated particularly in urban areas, by increasing population have become widely recognized. A comprehensive and regionally integrated approach emphasizes this interrelationship can lead to environmentally sound and sustainable socio-economic development. Nairobi Declaration, May 18, 1982, 10<sup>th</sup> Governing Council Session, 13<sup>th</sup> Meeting, www. <http://www.unep.org/Law/PDF/NairobiDeclaration1982.pdf>.*

renforcent la dimension d'équité et, d'autre part, insistent sur les limites, sur lesquelles le rapport reviendra par ailleurs.

*Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion :*

- *le concept de "besoin", et plus particulièrement les besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la priorité,*
- *l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir .*

Même si, généralement, la plupart des utilisateurs de cette définition – et ils sont nombreux – s'arrêtent à la toute première phrase, il est utile, comme l'a fait le Collège européen de Prospective territoriale dans son glossaire <sup>(49)</sup>, de s'appuyer sur la deuxième phrase pour éclairer le concept de développement soutenable. Le dernier paragraphe du chapitre est également précieux, car il va non seulement largement dépasser l'idée des omniprésents trois piliers du développement soutenable (économique, social, environnemental) – dernier avatar du fameux « compromis » que constitue ce rapport –, mais aussi rendre au concept de développement soutenable toute la dimension systémique qu'avaient représentée les apports majeurs des travaux du Club de Rome et d'Interfuturs.



*81. Au sens le plus large, le développement soutenable vise à favoriser un état d'harmonie entre les êtres humains et entre l'homme et la nature. Dans le contexte spécifique des crises du développement et de l'environnement des années 80, que les organismes politiques et économiques nationaux et internationaux n'ont pas résolues – et ne sont peut-être pas en mesure de*

(49) Cf. Philippe DESTATTE & Philippe DURANCE, dir., *Les mots-clés de la prospective territoriale*, coll. *Travaux*, Paris, Collège européen de Prospective territoriale - DIACT - La Documentation française, 2009.

*résoudre – la poursuite du développement soutenable exige les éléments suivants :*

- un système politique qui assure la participation effective des citoyens à la prise de décisions,*
- un système économique capable de dégager des excédents et de créer des compétences techniques sur une base soutenue et autonome,*
- un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré,*
- un système de production qui respecte l'obligation de préserver la base écologique en vue du développement, un système technologique toujours à l'affût de solutions nouvelles,*
- un système international qui favorise des solutions soutenables en ce qui concerne les échanges et le financement, et*
- un système administratif souple capable de s'autocorriger.*

Le prospectiviste fera aussi son miel du paragraphe 15, qui valorise le développement durable comme processus de changement, de transformation et ouvre la porte vers des finalités globales et des enjeux complémentaires.

*15. Dans son esprit même, le développement durable est un processus de transformation dans lequel l'exploitation des ressources, la direction des investissements, l'orientation des techniques et les changements institutionnels se font de manière harmonieuse et renforcent le potentiel présent et à venir permettant de mieux répondre aux besoins et aspirations de l'humanité.*

Enfin, au delà des questions d'équilibres entre pays développés et en développement, ainsi que du repositionnement des termes de l'échange, la question des limites des ressources énergétiques et minières était clairement abordée dans *Our Common Future*, avec une référence explicite à l'exercice Interfuturs et au *Global 2000 Report*. Cette volumineuse étude avait été commandée par le président Jimmy Carter en 1977 et produit par une équipe de chercheurs sous la direction du physicien Gerald O. Barney<sup>(50)</sup>. Ainsi, le Rapport Brundtland revenaient sur ces questions essentielles.

*62. Les pays industrialisés doivent admettre que leur consommation d'énergie pollue la biosphère et entame les réserves de combustibles fossiles qui existent en quantités finies. De récentes améliorations dans le rendement énergétique et l'évolution vers des secteurs à moindre intensité d'énergie ont aidé à freiner la consommation. Mais il faudrait accélérer ce processus, continuer de réduire la consommation par habitant et favoriser les sources d'énergie et les techniques moins polluantes. Il n'est ni souhaitable, ni même possible, que les pays en développement adoptent le même mode de consommation que les pays industriels. Il faut en effet procéder à des changements ce qui signifiera de nouvelles politiques d'urbanisation, d'emplacement des entreprises*

---

(50) L'objectif de ce rapport consistait à analyser les changements probables pour la fin du siècle dans les domaines de la population mondiale, des ressources naturelles, ainsi que dans le domaine de l'environnement. Le rapport concluait que les tensions qui pesaient sur l'environnement, les ressources et la population étaient en train de s'amplifier et conditionneraient de manière inquiétante la qualité de la vie humaine sur la planète. Il mettait en exergue non seulement le fait que plusieurs millions d'être, mais que les conditions d'une amélioration de leur sort étaient loin d'être réunies. L'équipe de Gerald O. Barney constatait également que la capacité de charge de la terre, c'est-à-dire la capacité dont sont investis les systèmes biologiques qui doivent fournir des ressources pour subvenir aux besoins humains, s'amenuisait. Ainsi, le rapport au Président notait que les tendances à l'horizon 2000 annonçaient une dégradation progressive et un appauvrissement de la base des ressources naturelles de la terre.

*The Global 2000 Report to the President: Entering the Twenty-First Century, 3 vol., Council on Environmental Quality and U.S. Department of State, Washington, DC: U.S. Government Printing Office, 1980.* – Le rapport a aussi fait l'objet d'une édition chez Pergamon Press.

<http://www.geraldbarney.com/G2000Page.html>

*industrielles, de conception des logements, de transports, de choix des techniques agricoles et industrielles.*

63. *Les ressources minières autres que les combustibles posent moins de problèmes d'approvisionnement. Selon des études effectuées avant 1980, dans l'hypothèse d'une croissance exponentielle de la demande, aucun problème ne devrait se poser avant la seconde moitié du siècle prochain (12). Or depuis cette époque, la consommation mondiale de la plupart des métaux est restée stable ; l'éventuel épuisement est donc encore plus lointain. L'histoire des techniques montre en outre que l'industrie est tout à fait capable de s'adapter aux situations de pénurie en obtenant de meilleurs rendements, en procédant au recyclage et en trouvant des produits de remplacement. Plus urgent est le besoin de modifier la structure des échanges de minerais afin d'assurer aux exportateurs une plus grande part de la valeur ajoutée et d'améliorer l'accès des pays en développement aux approvisionnements, à mesure que leur demande progresse.*

(12) *Voir, par exemple, OCDE, Interfuturs face au Futur (Paris : 1979) et Council on Environmental Quality and U.S. Department of State, The Global 2000 Report to the President : Entering the Twenty-First Century, The Technical Report, vol. 2 (Washington, DC : U.S. Government Printing Office, 1980).*

Le succès du Rapport Brundtland, et en particulier de l'approche du concept de développement soutenable, tient bien sûr, nous l'avons rappelé, dans la faculté de convergence entre les préoccupations différentes des acteurs impliqués, mais aussi dans la capacité de l'ancienne Première-Ministre de Norvège à porter le contenu de *Our Common future* au niveau politique. La participation massive de la société civile au Sommet de Rio a contribué également non seulement au succès de ce nouveau Sommet de la Terre, mais aussi à la diffusion dans la plupart des pays du monde du concept de développement soutenable. Les organisations et institutions internationales, ainsi que quelques consultants, ont fait faire le reste du chemin en considérant, dans la fin des années 1990 et dans les années 2000, que le développement durable constituait une des bases de la « bonne gouvernance ».

### **Conclusion : Le soleil brille aujourd'hui – dès lors, pourquoi s'en faire pour demain?** <sup>(51)</sup>

Il est de bon ton dans la communauté scientifique – et les chercheurs en prospective n'y échappent pas –, de valoriser le développement soutenable, ses potentialités, sa mise en œuvre et, dans le même temps, d'affirmer qu'il s'agit d'un concept abstrait, flou, ambigu et peu opérationnel <sup>(52)</sup>. L'argument qui est généralement utilisé consiste à souligner l'intérêt de la prise en compte du long terme tout en se disant gêné par le caractère rhétorique, sinon la dimension éthique du concept. Le prospectiviste Pierre Gonod notait aussi, lors d'une de ses dernières interventions publiques, que l'interdisciplinarité de l'approche du développement soutenable gênait considérablement les chercheurs souvent prisonniers de leurs disciplines facultaires et que, dès lors, ils y adhéraient davantage comme citoyens que comme scientifiques <sup>(53)</sup>.

L'ambiguïté – véritable ou présumée – qui est attribuée au concept de développement soutenable a motivé notre volonté de rappeler que le travail de conceptualisation ne se

---

(51) Richard A. SLAUGHTER, *A Foresight Strategy for Future Generations*, in *Futures*, vol. 29, Nr. 8, p. 723-730, 1997, p. 725.

(52) Cf. Ruth KELLY, Lorcan SIRR and John RATCLIFFE, *The Future of Sustainable Development : A European Perspective*, in Howard F. DIDSBURY Jr., *Thinking Creatively in Turbulent Times*, p. 316-331, Bethesda, Maryland, World Future Society, 2004.

(53) Cf. Conférence de Pierre GONOD sur *Prospective et systémique ?*, Séminaire de la Plateforme d'Intelligence territoriale wallonne, Namur, 19 mai 2009.

résumait pas à deux lignes du Rapport Brundtland. Au contraire, le concept fait apparaître toute sa richesse quand on le replace dans une perspective historique, d'une part, et que l'on met en évidence sa dimension systémique, holistique, d'autre part. De plus, l'affirmation de valeurs comme l'équité, la solidarité, la proactivité, qui apparaissent dans le rapport Brundtland, ne devrait pas effrayer le prospectiviste qui sait que les valeurs constituent des éléments nécessaires sinon indispensables à la construction d'une vision commune. Ces valeurs ont d'ailleurs la particularité de se vouloir universelles, non un universel importé après avoir été conçu localement, mais un universel construit collectivement, qui transcende les diverses pensées, doctrines et cultures.

Nous avons rappelé que le prospectiviste voit le développement soutenable comme une finalité. Comme l'indique Mostafa K. Tolba, affirmer le développement soutenable comme on l'a fait voici trente ans signifiait clairement que notre modèle de développement n'était pas soutenable et que, dès lors, il fallait en changer <sup>(54)</sup>. Son accomplissement bien sûr nécessitera de multiplier les stratégies opérationnelles, ainsi que leurs mises en œuvre. L'Agenda 21, tel que conçu au Sommet de Rio, n'en est qu'une petite partie, mais déjà combien ambitieuse <sup>(55)</sup>. La volonté est aussi, pour le prospectiviste, un ingrédient majeur en vue de la réussite du projet qu'il accompagne ou qu'il porte. Gaston Berger, le premier des prospectivistes français ne disait-il pas que *nous ne devons pas ignorer la pesanteur mais l'utiliser, que nous ne devons pas subir mais faire, que nous ne devons pas désertier les choses mais monter toujours plus haut en nous appuyant sur elles, que nous ne devons pas nier la pente – [...] – mais la gravir* <sup>(56)</sup>.

Valeurs, volonté, finalité, ce n'est pas rien pour une vision <sup>(57)</sup>. S'il fallait y ajouter des symboles, on pourrait noter qu'au moins une des versions du texte du Rapport de la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement est daté de Nairobi, le 10 mars 1987, ce qui constitue un heureux retour de l'histoire pour la capitale du Kenya et pour le siège du PNUE, cinq ans après *le désastre* du Sommet de la Terre <sup>(58)</sup>.

Ces éléments ne sont pas périphériques pour la prospective. *The Future [is] not in the tools but in the minds making the tools* disait Pentti Malaska <sup>(59)</sup>. Dans l'opérationnalité, l'attitude prospective n'est-elle pas aussi déterminante que la boîte à outils ? L'essentiel de la prospective ne réside-t-il pas dans la capacité de mise en mouvement, la volonté de changement, le désir de transformation ? Une étape est d'identifier les futurs possibles, de rechercher les alternatives, de dire ce qui est souhaitable. Une autre est de franchir le pas. C'est particulièrement vrai lorsque l'on a identifié les périls. *Une décision de ne rien faire est une décision qui accroît les risques d'effondrement*, plaidait déjà l'équipe de *Limits of Growth* <sup>(60)</sup>.

Au lendemain de la publication du Rapport Brundtland, certains ont pris conscience que ce qui émergeait en fait, c'était un intérêt nouveau pour l'évolution des populations elles mêmes, face aux contraintes environnementales qui pouvaient les affecter et au développement phénoménal des connaissances auquel elles assistaient, à défaut souvent d'y participer. Les observateurs attentifs relevaient un renversement de

---

(54) Cf. Mostafa K. TOLBA, *Dematerialization and sustainable development*, in Jérôme BINDE, dir., *Making Peace with the Earth : What Future for the Human Species and the Planet ?*, p. 17, Paris, Unesco, 2007.

(55) Cf. *Agenda 21, Earth Summit, The United Nations Programme from Rio*, New York, United Nations Division for Sustainable Development, 1993.

(56) Gaston BERGER, *L'idée d'avenir et la pensée de Teilhard de Chardin*, Conférence prononcée à Clermont-Ferrand le 6 mai 1960, dans *Prospective, Publication du Centre d'Etudes prospectives (Association Gaston-Berger)*, n° 7, Gaston Berger, *Un philosophe dans le monde moderne*, Paris, Presses universitaires de France, Avril 1961, p. 152.

(57) Cf. Michel GODET, *Creating Futures, Scenario Planning as a Strategic Management Tool*, p. 304-306, London, Paris, Geneva, Economica, 2006.

(58) Cf. *Rapport de la Commission mondiale sur l'Environnement et le Développement...*, Version française originale Avril 1987.

(59) *The Future was not in the tools but in the minds making the tools*, 1997, p.3, cité par Karolina LEHTINEN, *World Futures Studies Federation in 1993-1997*, in *Futures*, vol. 37, Issue 5, June 2005, p. 387-399 [18].

(60) *Limits to Growth...*, 1972, p. 183.

tendance par rapport à la période précédente, celle où la croissance économique et les préoccupations étaient essentiellement économiques, technologiques et énergétiques. Comment se saisir de ces problèmes de long terme plus concrètement ?

À vrai dire, plus de vingt ans après ces interrogations, et malgré le gigantesque mouvement de diffusion du concept de développement soutenable, on doit s'interroger pour savoir si les prospectivistes ont véritablement investi ce champ. Méfiants par traditions autant que par anti-conformisme, dans un monde de la recherche disciplinaire dans lequel leur interdisciplinarité ne les aide pas à trouver leur place, prenant leur distance avec les solutions simplistes et fournies clefs en main des grands bureaux de consultance, les prospectivistes sont, par nature, réticents à épouser les concepts à la mode. En fait, on se trouve en face d'une sorte de paradoxe. D'une part, il ne fait pas de doute que le développement soutenable est au centre des écrits des prospectivistes : une simple recherche sur les tables des matières des principales revues de prospective atteste de cette production. De plus, les questions que posent le développement soutenable sont, nous l'avons vu, des enjeux dont ils pensent, à raison probablement, s'être saisis depuis longtemps. D'autre part, on reste frappé par un constat : dans le monde de la décision, comme dans celui de la recherche ou du conseil, la prospective n'apparaît pas *naturellement* comme la méthode du développement durable.

Pourtant, combien de fois les prospectivistes n'ont-ils pas regretté que les décideurs politiques ou même les jeunes n'aient pas été ou ne soient pas sensibilisés à l'avenir et, de ce fait, vivent dans le court terme <sup>(61)</sup> ? Or depuis les années 1980, l'idée de développement soutenable fabrique du futur, aide à le conceptualiser et à le penser, partout dans le monde, et en particulier dans les jeunes générations. Il s'agit donc d'une vraie dynamique de prise de conscience des trois caractères essentiels de la prospective qui étaient rappelés en introduction : intégrer le long terme et la longue durée, faire appel à l'analyse interdisciplinaire des systèmes complexes, être orienté vers l'action. C'est ce lien entre développement soutenable et prospective qui doit être consolidé, expliqué et popularisé.

Une initiative a été prise dans ce sens par le ministère français de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM) qui, depuis 2008, a créé une Mission prospective. Celle-ci assume trois fonctions. D'abord, elle anime les réflexions prospectives du ministère et en constitue le centre de ressources sur la prospective en assurant une interface avec les principaux réseaux de prospective à l'échelle nationale et internationale. Ensuite, la Mission prospective communique sur les enjeux prospectifs et les axes d'évolution liés au développement durable par un travail de veille aux horizons 2030-2050 et, dans une perspective d'ouverture à la fois internationale et sur la société civile, la Mission prospective anime un think-tank consacré aux thèmes porteurs d'avenir, imaginant et développant de nouveaux modèles de production et de consommation allant dans le sens du développement durable. Enfin, elle pilote et réalise des travaux de prospective sur les modèles et transitions de long terme vers un développement durable, en s'appuyant sur des programmes de recherches tels que la ville post-carbone, la transition vers une économie écologique, les territoires durables, la reconfiguration des systèmes de recherche et d'expertise, etc. <sup>(62)</sup>. Un des prospectivistes du ministère, artisan de cette initiative, argumentait sur l'importance de la prospective en matière de développement durable.

*Intégrer dans la décision l'existence d'objectifs de long terme, prendre en compte l'éventualité ou la nécessité de ruptures, élaborer des stratégies de transition... ne se fait pas spontanément. D'où l'importance des approches*

---

(61) Cf., par exemple, Richard A. SLAUGHTER, *A Foresight Strategy for Future Generations...*

(62) Cf. <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Prospective-en-matiere-de-DD-.html> – Accès 14 avril 2010.

*prospectives qui ont, dans cette triple prospective, des contributions tout à fait décisives à apporter – qu’il s’agisse de transformer les imaginaires collectifs, de lever les blocages aux changements, ou d’élaborer en commun les voies d’évolution vers d’autres modes de consommer, de produire, d’habiter, de se déplacer ou d’accéder à la nature. L’expérience passée a montré qu’il s’agissait, par ailleurs, d’un instrument susceptible de contribuer au dialogue, et d’un outil utile pour aider à construire des compromis entre des positions qui peuvent être très divergentes* <sup>(63)</sup>.

Un guide, destiné à rendre l’outil de la prospective plus familier à ceux qui souhaitent s’engager dans un exercice territorial fondé sur les préoccupations du développement et de l’aménagement durables, a été écrit. Il a notamment fondé sa démarche en l’illustrant du processus de la prospective que nous avons contribué à construire à la demande de la Commission européenne (DG Recherche, DG Entreprises et Industrie, DG Politiques régionales), ainsi que du Comité des Régions, dans le cadre de la Mutual Learning Platform <sup>(64)</sup> et, parallèlement, de la Plateforme d’Intelligence territoriale wallonne <sup>(65)</sup>.

De nombreuses autres initiatives de ces types existent de par le monde qui établissent les liens nécessaires entre la prospective et le développement durable. Mais beaucoup reste à faire dans ce sens.

La prospective peut contribuer à renouveler la démarche de développement durable en valorisant l’approche systémique et holistique de ce type de développement qui, nous l’avons vu, constitue un de ses fondements. Cela permettra de sortir du simplisme des trois piliers – économique, écologique, social – ou même de ses quatre ou cinq piliers, si on ajoute la culture ou la gouvernance. Appréhendé(e) comme un système complexe, la variable ou le territoire à vocation de soutenabilité pourra être traité(e) avec les techniques adéquates.

Car c’est probablement cela le problème majeur – et toujours actuel – du développement durable si l’on en croit Maurice Strong. Ce dernier estimait que, par manque d’outils, nous n’avions toujours pas mis le cap sur le développement durable.

*Mais nos outils pour gérer ces activités ne sont pas systémiques. Ils gèrent les choses et les phénomènes de façon compartimentée. Nous devons mettre en place des outils capables de gérer l’activité humaine de façon systémique, sur le plan national comme à l’échelle planétaire* <sup>(66)</sup>.

Ce qui implique, bien évidemment, que les prospectivistes eux-mêmes appréhendent les systèmes du destin...

---

(63) Claude SPOHR, *Vers une prospective territoriale post-grenelle de l’environnement, Questions et modes d’emploi*, Paris, Commissariat général au Développement durable, 2009.

(64) Cf. Günter CLAR & Philippe DESTATTE, *Regional Foresight, Boosting Regional Potential, Mutual Learning Platform, Regional Foresight Report*, Luxembourg, European Commission, Committee of the Regions, IRE Network, October 2006.

(65) Cf. Philippe DESTATTE, *The construction of a foresight process model based on the interest in collective knowledge and learning platforms*, in *Wallonia Territorial Development*, (To be published) Namur, June 2010.

(66) Maurice STRONG, *Nous n’avons toujours pas mis le cap sur le développement durable*, dans *Le Devoir*, 31 août-1er septembre 2002.